

N°1238

du 11
JUN 2019



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 Note de conjoncture économique régionale

**Production industrielle,
inflation, créances,
exportations: la place du
Togo dans l'Uemoa en 2018**

P.3 Amélioration de la demande énergétique
et du cadre institutionnel

**Le projet PASET
procède à son évaluation
à mi-parcours**

P.3 **Les enjeux du 1^{er} Forum Économique Togo-Union européenne à Lomé**

- * Mettre l'accent sur la participation du secteur privé au PND 2018-2022
- * Lancement prévu d'une chambre de commerce et d'industrie européenne au Togo
- * Près de 400 projets soumis par les entrepreneurs togolais

Plus de 600 investisseurs attendus



Le Chef de la délégation de l'UE, Mme Maria Cristina Martins-Barrera chez Faure Gnassingbé (Archives)

P.4 A un an de la clôture du projet

**«Des efforts restent à fournir
dans certains volets du PASA»,
selon la mission de supervision**

P.3 Principalement pour rembourser une partie de la dette intérieure

**Faure Gnassingbé annonce
un emprunt international
de 500 millions d'euros**

AZIMUTS INFOS

L'Homme de Denisova vivait au Tibet il y a 160.000 ans, une surprise !

Cette robuste mandibule, avec de grandes dents, révèle que l'Homme de Denisova, groupe frère de l'Homme de Néandertal, vivait sur le plateau tibétain il y a 160.000 ans. Elle a été trouvée dans une grotte, à 3.300 m d'altitude. Une véritable surprise pour les chercheurs !

L'Homme de Denisova est une mystérieuse espèce éteinte qui a été identifiée en 2010 grâce à l'analyse de l'ADN ancien d'un petit os de doigt trouvé dans la grotte de Denisova, dans l'Altai (Russie). L'étude de ce fossile démontre que l'Homme de Denisova était présent non seulement en Sibérie du sud mais aussi en Chine. Ce cousin lointain de l'Homme était donc déjà adapté aux hautes altitudes bien avant l'arrivée de l'homme moderne dans cette région, soulignaient mercredi ces scientifiques dans la revue Nature.

Cette fois-ci, ce n'est pas l'ADN qui a parlé mais ce sont des protéines anciennes qui ont pu être extraites d'une molaire encore présente sur la mâchoire. Une technique nouvelle, développée par l'équipe de Jean-Jacques Hublin à l'Institut Max-Planck d'anthropologie évolutionniste à Leipzig (Allemagne). Jusqu'à présent, les paléanthropologues ne disposaient que de petits fragments d'os trouvés à Denisova. Ils ne permettaient pas de savoir à quoi pouvait ressembler cette espèce. C'est pourquoi cette découverte est si importante.

Cet ADN denisovien a subsisté à l'état de trace dans des populations actuelles d'Asie, notamment au Tibet et dans les régions environnantes. Les populations autochtones d'Australie et de Mélanésie sont celles qui en ont conservé le plus. " Pour que notre ancêtre Homo sapiens, en chemin pour coloniser l'Australie, ait rencontré ces Denisoviens, il a bien fallu qu'il y en ait ailleurs que dans l'Altai, probablement dans une grande partie de l'Asie continentale ", déclare à l'AFP le paléanthropologue Jean-Jacques Hublin.

En voilà la preuve matérielle avec la mandibule chinoise. Le fossile provient de la grotte de Baishiyu, un sanctuaire bouddhiste à Xiahe, dans la province chinoise du Gansu.

Une découverte importante et extraordinaire

C'est un moine qui a découvert la mandibule en 1980 et qui en a fait don au sixième " Bouddha vivant ". Ensuite transmis à l'université locale de Lanzhou, le fossile a sommeillé un certain temps jusqu'à ce que des chercheurs de l'université décident de l'étudier. " Un beau matin, alors que j'étais en vacances, j'ai reçu un mail d'une collègue chinoise, Dongju Zhang, qui m'envoyait des photos de la mandibule. J'ai tout de suite vu que c'était quelque chose d'extraordinaire ", raconte M. Hublin.

C'est un laboratoire de Taiwan qui s'est chargé de dater cette mandibule " extrêmement robuste, avec des dents de très grande taille ". Son propriétaire avait " le menton fuyant ". Elle est recouverte d'une croûte de carbonate, établissant qu'elle avait au minimum 160.000 ans. Cet âge minimal correspond à celui des plus vieux spécimens de la grotte de Denisova.

Une recherche d'ADN ancien sur la mandibule n'a rien donné. Mais " l'analyse des protéines montre que la mandibule de Xiahe appartient à une population d'hominines proches des Denisoviens de la grotte de Denisova ", souligne Frido Welker, de l'Université de Copenhague.

Les Denisoviens avaient un gène particulier

L'analyse morphologique de la mandibule permet de constater que l'individu partageait des caractéristiques anatomiques de l'Homme de Néandertal et de l'Homme de la grotte de Denisova. D'après ses dents, il s'agissait vraisemblablement d'un adolescent.

Jean-Jacques Hublin se réjouit : " Nous allons pouvoir comparer ce fossile à d'autres spécimens non identifiés des collections chinoises ". L'extraction d'ADN ancien, sensible aux conditions environnementales, n'a pas fonctionné sur eux mais celle de protéines anciennes pourrait être plus fructueuse. " Mon hypothèse, c'est qu'une bonne partie des fossiles chinois ou d'Asie de l'Est plus vieux que 50.000 ans et plus récents que 350.000 ans sont probablement des Denisoviens ", poursuit-il avec enthousiasme. Avoir des êtres, quand même assez archaïques, qui vivaient sur le plateau tibétain à une telle altitude il y a 160.000 ans, c'est quelque chose que personne n'avait imaginé.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression

Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Spectacle

The Emidy project ce 15 juin à l'IFT

The Emidy project est le récit de la vie extraordinaire de Joseph Antonio Emidy (1775-1835), premier compositeur de la Diaspora africaine, guinéen réduit en esclavage au Brésil, violoniste virtuose à l'opéra de Lisbonne ainsi que fondateur des premières sociétés Philharmoniques Orchestrales en Grande-Bretagne, devenant "vedette" avant l'heure. S'inspirant des carnets intimes d'Emidy, Tunde Jegede (compositeur et multi-instrumentiste anglo-nigérien) conte la vie extraordinaire de ce violoniste mérité, premier compositeur

de la diaspora africaine. Vidéos, danse, musique et textes se mêlent dans cette envoûtante création-hommage.

The Emidy Project dresse un tableau de la confrontation des mondes et des cultures, de l'esclavage et du racisme, à travers la danse, la vidéo et les musiques tant "savantes" que traditionnelles. Chant, cordes, kora, vihuela, arpeggione, percussions, traverso, contrebasse... dessinent l'univers sonore du spectacle.

15 JUIN / 20H00 | SCÈNE DE L'IFT | ENTRÉE : 2.000 FCFA



3.000 FCFA | PRÉVENTE 1.500 FCFA - LOMÉ

Nouvelle création de Tunde Jegede, the Emidy Project a été

labellisée par l'UNESCO au sein du programme "route de l'esclave" pour son message humanitaire et universel.

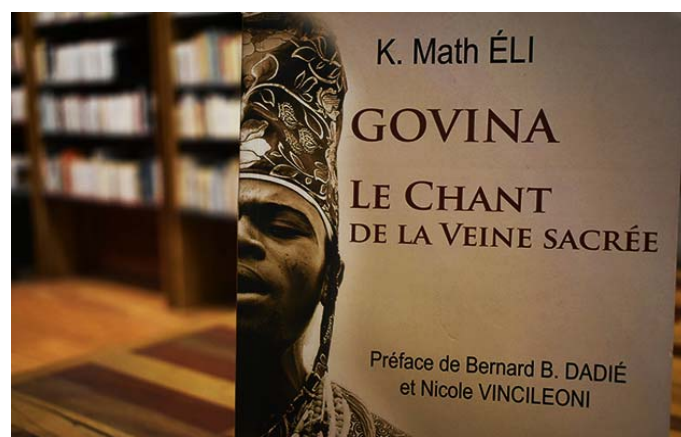
Café littéraire

Govina, le chant de la veine sacrée de Kokou Math Eli

Une violente tornade malmène la ville : un automobiliste perd le contrôle de son véhicule et renverse un enfant. Papa Govina part à sa recherche pendant qu'Enyonam, infirmière initiée d'un grand couvent, part avec des féticheuses à la recherche du chauffard. L'homme tout comme l'enfant, est à l'article de la mort. Ils seront sauvés ensemble, la vie de l'un garantissant celle de l'autre. Le livre évoque le respect de la nature qui passe par le respect des trois règnes qui sont : le règne

minéral, le règne animal et le règne végétal.

Kokou Math Eli multiplie les casquettes : enseignant, animateur et formateur culturel, dramaturge, Inspecteur de la Jeunesse et des Sport, Directeur général des Affaires culturelles, Docteur en psychologie sociale, Officier de l'Ordre des Arts et Lettres, etc... C'est autour de son roman Govina : le chant de la veine sacrée que nous aurons la chance de nous entretenir accompagné de M. Robert Agboke-Moumouni, Chef du département



des Lettres Modernes à l'Université de Lomé à la modération.

15 JUIN / 15H30 | ENTRÉE LIBRE & GRATUITE - LOMÉ

Prix Littéraire/Afrique

Cinq romans sélectionnés pour le " PRIX LES AFRIQUES ", édition 2019

Le Comité d'organisation du Prix Les Afriques vient de rendre publique sa sélection des romans. Cinq au total. Il s'agit de : Il est à toi ce beau pays de l'écrivaine Jennifer RICHARD (France / Etats-Unis d'Amérique), paru chez l'éditeur Albin Michel en 2018, 756 pages ; de Je suis seul de l'écrivain Mbarek OULD BEYROUK (Mauritanie), paru chez l'éditeur Elyzad en 2018, 112 pages ; de La danse de Pilar de l'écrivaine Charline EFFAH (Gabon/France), paru chez l'éditeur La Cheminante en 2018 ; La Saison des fleurs de flamme de l'écrivain Abubakar ADAM IBRAHIM (Nigéria), traduit de l'anglais au français par Marc Amfreville, paru aux Editions de l'Observatoire en 2018, 422 pages, et de Né un mardi de l'écrivain Elnathan JOHN (Nigéria), traduit de l'anglais au français par

Céline Schwaller, paru chez l'éditeur Métailié en 2018, 272 pages.

Je suis seul de l'écrivain Mbarek OULD BEYROUK (Mauritanie), paru chez l'éditeur Elyzad en 2018, 112 pages.

Ce roman est une interrogation sur l'émergence du djihadisme en Mauritanie. La réflexion est intéressante dans la mesure où l'auteur la situe du point de vue d'un homme de pouvoir que la réclusion pousse à un examen de conscience.

L'auteur tient à distance le sempiternel cliché du djihadiste "bête, inculte, envieux et méchant" pour creuser et trouver les racines du mal, à savoir la condition humaine dans cette partie du monde.

Mbarek Ould Beyrouk nous fait comprendre que le terrorisme n'est pas la cause, mais une conséquence de l'abandon d'une certaine



jeunesse par ceux qui sont censés en prendre soin, les élites et les hommes politiques.

Le livre oscille entre la prose et la poésie. Un magnifique chant lyrique comme seuls semblent en être capables les hommes et femmes du désert.

Le Togolais Théo Ananissoh dans le jury

Les livres sélectionnés ont été soumis au Jury composé cette année des personnalités suivantes : Théo ANANISSOH (Romancier, essayiste, Togo), Boubacar Boris DIOP (Romancière, Sénégal), Ambroise KOM (Romancier, essayiste, Cameroun, Président du jury), Koulsy LAMKO (Romancier, essayiste, Tchad) et Hortense SIME (Médecin, passionnée de littérature, Cameroun).

Le Prix Les Afriques est doté de 5'400 Euros, d'une œuvre d'art d'une valeur de 3'000 Euros et l'achat de 100 exemplaires du livre primé. Le nom du lauréat ou de la lauréate sera annoncé le 21 juin 2019 et le prix lui sera remis le 29 juin 2019 à la Société de lecture de Genève.

Livres

Les membres de l'Académie Goncourt ont annoncé une sélection de douze œuvres

L'Académie Goncourt a dévoilé, vendredi 7 juin, ses recommandations de lecture pour l'été. Parmi les sélectionnés se trouvent les finalistes du Goncourt du premier roman, Isabelle Dany et Philippe Joanny, ainsi que Rodolphe Barry,

finaliste du Goncourt de la biographie. La sélection : Honorer la fureur de Rodolphe Barry (Finitude)/ La séquestration de Nicolas Cano (Grasset)/ Neptune Avenue de Bernard Comment (Grasset)/ L'atelier du désordre d'Isabelle Dany (Le

Passage)/Le vent reprend ses tours de Sylvie Germain (Albin Michel)/Trois concerts de Lola Gruber (Phébus)/Comment tout a commencé de Philippe Joanny (Grasset)/Venise à double tour de Jean-Paul Kauffmann (Les Equ-

teurs)/Une amie de la famille de Jean-Marie Laclavetine (Gallimard)/L'Arbre-Monde de Richard Powers (Le Cherche Midi)/La vie lente d'Abdellah Taïa (Seuil)/Dictionnaire amoureux de Joseph Kessel d'Olivier Weber (Plon).

Les enjeux du 1er Forum Économique Togo-Union européenne à Lomé Plus de 600 investisseurs attendus

* *Mettre l'accent sur la participation du secteur privé au PND 2018-2022*

* *Lancement prévu d'une chambre de commerce et d'industrie européenne au Togo.*

* *Près de 400 projets soumis par les entrepreneurs togolais.*

Late Pater

Lomé se prépare activement à accueillir un événement inédit dans l'histoire des relations entre le Togo et l'Union européenne : le Premier Forum Économique Togo-Union européenne (FETUE), les jeudi 13 et vendredi 14 juin 2019, dont le thème est : "Bâtir des relations économiques durables et pérennes entre le Togo et l'UE". Placé sous le haut patronage du chef de l'Etat Faure Gnassingbé, l'événement connaîtra la participation de Jyrki Katainen, vice-prési-

dent de la Commission européenne pour l'Emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité. Ce forum, d'après l'Union européenne, «est une parfaite illustration de la nouvelle Alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables annoncée en septembre 2018 par le Président de la Commission européenne, Monsieur Jean-Claude Juncker. Cette Alliance vise à dynamiser les investissements privés en Afrique, à renforcer les échanges, à créer des emplois et à investir dans l'édu-



Cérémonie officielle de lancement le 1er avril 2009 du site Internet de l'événement

cation et les compétences».

D'après les dernières informations, plus de 600 investisseurs

venus des Etats membres de l'Union européenne, du Togo et de la diaspora togolaise se sont ins-

crits pour participer à l'une des plus importantes rencontres d'affaires de l'histoire du Togo. Cet événement, indique l'Union européenne, a pour mission de faire connaître aux investisseurs locaux, internationaux et à la diaspora togolaise les grands enjeux économiques et les opportunités d'investissement et de financement pour le secteur privé, afin d'engager leur participation dans le développement durable et inclusif du Togo, surtout dans les secteurs prioritaires du Plan National de Développement (2018 - 2022). Une chambre de commerce et d'industrie européenne au Togo (EUROCHAM-Togo) sera lancée au premier jour du forum. Un memorandum d'accord sera également signé entre la Chambre de Commerce du Togo et les Chambres de Commerce et d'Industrie européennes.

«Ce forum est un rendez-vous inédit en ligne avec l'Alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables et le nouveau paradigme de l'action extérieure de l'UE. Il va permettre de faciliter la mobilisation d'investissements privés pour créer de la croissance et de l'emploi au Togo, comme envisagé dans le Plan National de Développement 2018-2022 pour le Togo. L'Union européenne, pour sa part, présen-

tera ses différents instruments financiers dédiés au soutien à l'investissement privé», a indiqué dans un message Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne, chargé de l'Emploi, de la Croissance, de l'Investissement et de la Compétitivité.

Près de 400 projets ont été soumis par les entrepreneurs togolais qui pourront rencontrer au cours des conférences ou des rencontres B2B programmées les investisseurs et les institutions financières internationales qui feront le déplacement à Lomé. Plus de 70 conférenciers (ministres, hommes d'affaires, investisseurs, entrepreneurs, institutions financières, et organisations internationales) animeront des sessions thématiques sur les secteurs d'investissement les plus porteurs au Togo. A noter que des événements parallèles sur l'agriculture et l'énergie se tiendront à partir du 12 juin en marge du forum.

Le forum économique Togo-Union européenne se tient quelques mois après le lancement, le 04 mars 2019, du Plan national de développement (PND 2018-2022) destiné à doter le pays d'une économie robuste, dynamique et stable. L'objectif de croissance économique attendue à 7.6% en 2022 devant être soutenu par une participation accrue du secteur privé. Dans cette optique, le gouvernement togolais s'est engagé dans des réformes économiques audacieuses, et des investissements massifs ont été réalisés dans les infrastructures, en lien avec une amélioration de la gouvernance. Le climat des affaires enregistre des progrès notables avec une progression de 29 places au classement Doing Business sur les trois (3) dernières années.

Principalement pour rembourser une partie de la dette intérieure

Faure Gnassingbé annonce un emprunt international de 500 millions d'euros

Jean AFOLABI

Le Togo prévoit d'effectuer une sortie sur les marchés financiers internationaux d'ici les trois prochains mois, a confirmé le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé lors d'une interview à Londres. L'opération devrait permettre de mobiliser 500 millions d'euros (328 milliards FCFA) alors que le pays vient de se faire attribuer ses toutes premières notations souveraines.

La semaine dernière, l'agence de notation financière américaine Standard and Poor's avait rendu sa copie de l'évaluation de l'économie togolaise, attribuant au pays la note B (Catégorie très spéculative) aussi bien pour sa dette extérieure à long et à court terme en devises étrangères qu'en monnaie locale. «Nous prévoyons que l'activité économique bénéficiera de la récente modernisation d'infrastructures clés, comme l'achèvement de vastes travaux au port de Lomé, qui est actuellement le seul port en eau profonde d'Afrique de l'Ouest, et l'ouverture du nouveau terminal de l'aéroport Gnassingbé-Eyadema en 2016», a déclaré l'agence pour soutenir son évaluation.

Selon le n°1 togolais, les fonds levés (de maturité plus longue) serviront principalement à rembourser une partie de la dette intérieure (à maturité généralement plus courte), dont le service tend à être plus coûteux. Lomé ouvre la réflexion sur la possibilité de passer par des eurobonds ou un prêt syndiqué ou une institution multilatérale. En dehors d'un eurobond, «nous avons d'autres possibilités», a répondu le Chef de l'Etat. Toutefois, l'option d'un emprunt obligataire (eurobond) libellé en euro, la devise européenne, réputée globalement stable et surtout arrimée, en parité fixe, au FCFA, semble plus plausible.



Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé

D'un autre côté, la Banque mondiale travaillerait, en ligne avec un nouveau cadre de partenariat pays, à octroyer des garanties IDA au Togo pour cette transaction. Un coup de pouce qui pourrait offrir des conditions favorables du marché.

Alors que le Togo croupissait sous une dette publique qui a atteint 82% de son PIB en 2016 en raison des énormes investissements opérés pour la modernisation de ses infrastructures, le pays,

soutenu par un programme triennal du FMI à partir de mi-2017, a réussi à réduire en moins de deux ans, sa dette de plus de 10 points de pourcentage. Une performance saluée par le Fonds qui estime que le risque de surendettement extérieur est désormais «modéré». Une fin de chapitre qui coïncide avec l'émergence de pressions de refinancement de la dette intérieure qui s'annoncent en cascade sur les cinq prochaines années, alors

que le pays vient de lancer son plan de développement. Le PND dont les investissements globaux sont estimés à plus de 8 milliards de dollars repose à 65% sur le secteur privé.

En cas d'eurobonds, le Togo rejoindrait ses voisins béninois, ivoiriens, et sénégalais, tous logés dans la catégorie «très spéculative», dans le box des pays de l'Uemoa ayant déjà tenté cet instrument de financement. La plus récente, l'eurobond du Bénin qui a permis au pays de s'offrir 500 millions d'euros. Selon les données de la Banque d'investissement londonienne axée sur les marchés émergents Renaissance Capital, citée par le Financial Times, le Togo deviendrait ainsi le 22ème pays africain à émettre un eurobond. Jusque-là, ce mode d'émission de titres publics a bien réussi aux pays du continent.

(source : Togo First)

Amélioration de la demande énergétique et du cadre institutionnel

Le projet PASET procède à son évaluation à mi-parcours

A mi-chemin du Programme d'appui au secteur de l'énergie au Togo (PASET 1), le gouvernement se préoccupe de l'atteinte des résultats et des impacts réels de ce projet financé par l'Union européenne (Ue) sur le 11ème Fonds européen de développement (FED). Ainsi, à l'échéance de l'année en cours, il sera commis les services d'un consultant indépendant à l'effet d'analyser l'action en suivant les cinq (5) critères d'évaluation, à savoir : pertinence, efficacité, efficacité, durabilité et les perspectives d'impact. De plus, la mission suivra deux critères d'évaluation spécifiques de l'Union européenne : la valeur ajoutée de l'UE (dans la mesure où l'action apporte des bienfaits supplémen-

taires à ceux qui auraient découlé de la seule intervention des Etats membres) ; la cohérence de l'action elle-même avec la stratégie de l'UE au Togo et dans le secteur de l'énergie et avec d'autres politiques de l'UE et d'autres actions des Etats membres et, éventuellement, d'autres bailleurs de fonds comme la Banque africaine de développement (Bad), la Banque mondiale, la Banque ouest africaine de développement (Boad) et autres.

L'équipe d'évaluation devra en outre vérifier si les questions d'égalité des sexes, environnement et changement climatique ont été incorporées ; si les ODD - Objectifs de développement durable - importants et leurs interactions ont été identifiés. L'évaluation à mi-par-

cours sera réalisée pour identifier d'éventuels problèmes de mise en œuvre ou d'orientation stratégique, et proposer des solutions, et à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à l'appui institutionnel et aux opportunités d'investissements en préparation de la seconde phase du PASET.

Officiellement, le Programme d'appui au secteur de l'énergie au Togo s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du troisième secteur focal du Programme Indicatif National du 11^e FED, l'énergie. Qui rappelle que l'accès à l'énergie, et en particulier à un service électrique fiable, est une condition pour un développement économique durable et la réduction de la pauvreté. Le programme se justifie par

le fait que l'accès de la population à l'électricité au Togo était limité à 30% en 2014. Le niveau de perte technique (sur les réseaux) et non-technique était, la même année, de l'ordre de 20%.

Le projet se propose de contribuer à faire face à ces défis. Son objectif général est de contribuer à lutter contre la pauvreté en favorisant l'atteinte des objectifs de l'initiative SE4All (Sustainable Energy for All). L'objectif spécifique est d'améliorer les conditions de vie des populations du Togo en favorisant un accès amélioré aux services énergétiques modernes et durables et contribuer à l'amélioration du cadre institutionnel du secteur pour faciliter de futurs investissements, y compris du secteur

privé.

Il est attendu, au terme du projet, que : le réseau de distribution d'électricité à Lomé est consolidé et étendu, permettant un accès à l'électricité pour 200.000 personnes et la réduction des pertes de 5% ; le cadre institutionnel du secteur de l'énergie au Togo est amélioré ; les capacités des principaux acteurs du secteur de l'énergie sont renforcées. Pour atteindre ces résultats, il est prévu une réhabilitation, un renforcement et des extensions du réseau électrique à Lomé via une opération de mixage prédon (AfIF) avec un ou des partenaires financiers et une composante d'appui institutionnel mise en œuvre en gestion indirecte avec le Togo.

Note de conjoncture économique régionale

Production industrielle, inflation, créances, exportations: la place du Togo dans l'Uemoa en 2018

Jean AFOLABI

Couvrant le quatrième trimestre 2018, la note de conjoncture économique régionale dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) indique que l'Afrique subsaharienne a affiché, en 2018, une croissance économique de 2,9% comme en 2017, portée par une amélioration progressive de la situation des pays exportateurs de produits de base. Entre octobre et décembre 2018, la **production industrielle** a augmenté en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal, tandis qu'elle a baissé en Guinée Bissau et au Togo (chute de 10,6% en glissement mensuel et chute de 26,3% en glissement annuel).

Les **exportations** de l'Union ont, au 4ème trimestre 2018, enregistré une hausse de 958,1 milliards, soit une hausse de 38,6%, par rapport au 3ème trimestre 2018. Cette hausse résulte de la bonne tenue des exportations dans tous les Etats membres à l'exception du Bénin, de la Guinée Bissau et du Mali. Les performances les plus importantes ont été enregistrées en Côte d'Ivoire (+77%), au Togo (+58,5%) et au Burkina Faso (+40,5). Par contre, la Guinée Bissau a été l'Etat de l'Union dont les exportations ont le plus chuté (-72,7%) au cours du trimestre sous revue, en lien avec la baisse des prix de la noix de cajou et le Mali a enregistré des exportations en recul durant toute l'année 2018.

Activité économique régionale. En 2018, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 6,6% comme en 2017. Elle s'est déroulée dans

un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,9% contre 0,8% en 2017, en liaison avec la relative baisse des prix du pétrole et les bonnes campagnes agricoles dans certains Etats membres. Pour 2019, il est attendu un taux de croissance de 6,9%. Tous les Etats membres ont enregistré une croissance supérieure ou égale à 4% en 2018 à l'exception de la Guinée Bissau. Par pays, le **taux de croissance** se présenterait comme suit : Bénin (6,5%), Burkina Faso (6,7%), Côte d'Ivoire (7,7%), Guinée-Bissau (3,8%), Mali (5,1%), Niger (5,2%), Sénégal (6,8%) et Togo (4,8%). Cette bonne tenue de l'activité économique dans l'Union s'explique par les résultats positifs enregistrés au niveau de tous les secteurs.

Au niveau de la production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2017/2018, le Togo enregistre 3.498.418 tonnes en production vivrière (en hausse de 10,6%) et 156.349 tonnes en production d'exportation (en hausse de 2,1%).

Evolution de l'inflation. La dynamique de l'inflation au niveau des Etats membres de l'Union indique que, par rapport au troisième trimestre de l'année 2018, les hausses de prix relativement importantes relevées dans certains Etats membres, notamment en Guinée-Bissau (+2,5%) et au Burkina Faso (+1,5%), ont, non seulement, été atténuées par la relative stabilité des prix en Côte d'Ivoire (+0,2%), au Sénégal (+0,3%) et au Togo (+0,1%), mais aussi par les baisses de prix enregistrées au Niger (-4,2%) et, dans une moindre mesure, au Mali (-0,7%). Ces évolutions expliquent la stabilité des prix observée en variation

trimestrielle. En glissement annuel, l'évolution à la hausse de l'indice global régional a notamment été portée par la hausse des prix au Togo (+2,2), dans un contexte où les prix se sont affichés en hausse modérée dans les deux premières économies de l'Union, à savoir la Côte d'Ivoire (+1,2%) et le Sénégal (+0,6), et aux hausses de prix relativement importantes survenues en Guinée-Bissau (+4,7%) et au Burkina Faso (+3,1%). Par rapport au quatrième trimestre de l'année 2017, seul le Niger a affiché une baisse de prix (-1,7%). Au niveau des Etats membres de l'Union, on note les baisses de 1,1% et de 0,8% des prix des produits frais, respectivement au Sénégal et au Niger. Ces baisses de prix ont notamment compensé la relative stabilité des prix desdits produits en Côte d'Ivoire (+0,1%) et les hausses relevées en Guinée-Bissau (+2,3%) et au Togo (+1,8%). S'agissant des **prix des produits énergétiques**, ils ont enregistré une hausse modérée de 0,9%, notamment entraînée par les augmentations de prix observées en Guinée-Bissau (+6,0%), en Côte d'Ivoire (+2,5%) et au Bénin (+1,9%). Ces hausses de prix n'ont été que partiellement atténuées par les baisses relevées au Togo (-0,6%) et au Mali (-0,1%).

Créances nettes sur l'administration centrale. Au terme du quatrième trimestre 2018, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union que la position nette globale des administrations publiques vis-à-vis du secteur bancaire s'est établie à 4047,3 milliards au dernier trimestre 2018, contre 3458,9

milliards au trimestre précédent, soit une augmentation de 588,3 milliards, correspondant à une dégradation relative de 17,0%. Du point de vue des Etats membres, cette dégradation des créances nettes sur l'administration centrale s'explique notamment par les progressions relativement importantes observées en Côte d'Ivoire (+471,7 milliards, soit +25,5%), au Sénégal (+348,2 milliards, soit +291,2%) et au Burkina Faso (+147,5 milliards, soit +189,0%). En variation trimestrielle, seuls le

Bénin (-294,3 milliards, soit -115,7%), le Mali (-110,5 milliards, soit -17,4%) et le Togo (-49,5 milliards, soit -19,2%) ont enregistré des dégradations des créances nettes sur l'administration centrale vis-à-vis du secteur bancaire.

Créances sur les autres secteurs. Au dernier trimestre de l'année 2018, les créances sur les autres secteurs sont globalement ressorties en hausse de 1169,4 milliards au niveau de l'Union, soit une progression relative de 6,1%, par rapport au trimestre précédent.

Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les secteurs de l'économie hors administrations publiques résulte de la progression desdites créances observée dans la quasi-totalité des Etats membres de l'Union, notamment en Côte d'Ivoire (+610,6 milliards, soit +9,5%), au Bénin (+254,6 milliards, +19,2%) et au Sénégal (+197,9 milliards, soit +4,9%). Sur la période, seuls le Niger et le Togo affichent des replis avec des baisses respectives de 29,5 milliards (-3,4%) et 22,1 milliards (-1,8%).

A un an de la clôture du projet

«Des efforts restent à fournir dans certains volets du PASA», selon la mission de supervision

Late Pater

Ce n'est jamais, du moins jusqu'à présent, le satisfecit total au moment de contrôler les multiples projets liés à l'agriculture. Il y en a forcément à redire. Et la treizième mission conjointe de supervision du Projet d'appui au secteur agricole (PASA), qui a été bouclée le 7 juin 2019 au ministère de l'agriculture, de la production animale et halieutique, n'y a pas dérobé. Laquelle mission avait pour objectif général d'examiner l'état d'exécution du projet dans ses principales composantes et de formuler des recommandations pour une accélération dans la mise en œuvre à un an de la date de clôture du projet, c'est-à-dire le 15 juin 2020. Sous la conduite de l'agroéconomiste et chargé du portefeuille PASA à la Banque mondiale, Erick Abiassi. De façon spécifique, l'équipe de la mission a pu faire le point sur les recommandations de la mission d'appui du mois d'août 2018, les résultats obtenus et les indicateurs de performance atteints ; le niveau d'exécution du plan de travail et budget annuel 2019, du plan de passation des marchés et de la situation financière du projet, par composante et par catégorie de dépenses ; et les progrès accomplis dans le cadre de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale.

La treizième mission de supervision a débuté avec, en plénière, des sessions de présentation des performances du PASA, suivies de discussions avec les directions techniques et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet. Puis, la visite de terrain à trois promoteurs : à Atakpamé, chez la productrice de Scoops Bio-Product, une société de transformation de noix de palme en huile palmiste ; à Gléi, pour visiter un éleveur de petits ruminants ; et à Agoè-camp FIR dans la préfecture d'Agoè, pour rencontrer la promotrice d'une unité de transforma-



La table officielle lors de la réunion de restitution des conclusions de la mission

tion de fruits locaux en fruits séchés.

Selon un compte rendu officiel, qui s'appuie sur l'avis de la mission de supervision, le PASA est en bonne voie d'exécution, en général. Cependant des efforts restent à fournir dans certains volets du projet. Du coup, des recommandations ont été formulées pour renforcer la performance du projet à l'achèvement. Aussi, dans les mois à venir, le Projet d'appui au secteur agricole devra-t-il se concentrer sur le reste des activités à mener avant sa clôture en juin 2020, notamment la consolidation des acquis des activités déjà réalisées en lien avec la phase initiale, l'opérationnalisation du fonds de garantie, la recherche de la rentabilité des investissements dans la pisciculture, les élevages commerciaux et les sous-projets compétitifs, la préparation des travaux d'achèvement du projet en lien avec la nouvelle orientation et le Mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA).

Le Projet d'appui au secteur agricole a pour objectif la réhabilitation et le renforcement des capacités de production de bénéficiaires ciblés sur certaines chaînes de valeurs, et la mise en place d'un environnement institutionnel favorable pour le développement du secteur agricole sur le territoire des bénéficiaires. Le projet comprend trois composantes. La première composante est la promotion de récoltes alimentaires stratégiques, de récoltes destinées à l'exportation et de la production de poissons d'eau douce. Cette composante

visé à soutenir trois sous-secteurs de production par le biais d'une meilleure productivité et d'une plus grande valeur ajoutée de matières premières essentielles choisies pour leur potentiel de croissance et leur effet sur la réduction de la pauvreté. La deuxième composante du projet vise le redressement du sous-secteur de l'élevage. Elle doit permettre de fournir une aide d'urgence à court terme pour la réhabilitation de la production de petits ruminants et de poulets. La troisième composante du projet est un soutien pour le renforcement des capacités et la coordination sectorielle. Le but est de permettre à l'organisation institutionnelle de réaliser des investissements agricoles sûrs via le Programme national d'investissements agricoles et de sécurité alimentaire (PNIASA), tout en préparant la transition vers une approche à l'échelle du secteur dans le futur.

On a parlé de résultats encourageants lors de la phase initiale. Comme la création des entreprises de services et organisations des producteurs (ESOP), le financement de près d'une centaine de microprojets dans le cadre des filières vivrières, la remontée de la production de café et cacao grâce à l'extension et à la régénération des plantations, la fourniture de boutures racinées de caféiers et cabosses de cacaoyers, etc. Un accord de prête a été signé en juin 2017 pour soutenir la phase additionnelle du PASA et, par la même occasion, renforcer les résultats obtenus au cours de la phase initiale.

Sur le marché interbancaire de l'UMOA, d'une semaine à l'autre

Accroissement des emprunts au Togo à 70,9 milliards la dernière semaine de mai

Les établissements de crédit du Togo ont enregistré, au cours de la période du 28 mai au 03 juin 2019, des prêts à hauteur de 54,900 milliards, contre 28,500 milliards une semaine plus tôt ; et des emprunts à 70,900 milliards, contre 45,000 milliards. Ceci participe des activités interbancaires de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) qui enregistrent, au cours de la même période, des prêts et des emprunts en équilibre à 508,321 milliards, d'après le Service du marché monétaire de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao).

Les emprunts au Togo sont à une semaine pour 66,900 milliards ; et à deux semaines pour 4,000 milliards. A l'échéance d'une semaine, le taux moyen pondéré s'est situé à 4,30%. Les taux minimum et maximum sont fixés à

2,50% et à 6,50% respectivement. A deux semaines, ces taux sont à 5,35%, à 4,25% et à 6,00%.

En termes de prêts, les établissements du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire 145,300 milliards et 113,585 milliards respectivement, dont 29,300 milliards à un jour pour le Burkina. Aux taux respectifs de 3,80%, 2,50% et 6,35%. Le Bénin, le Sénégal et le Niger font 94,000 milliards, 60,036 milliards et 33,000 milliards. Le Mali fait 7,500 milliards, tandis que la Guinée-Bissau n'enregistre que des emprunts.

En termes d'emprunts, les établissements de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et du Sénégal font 205,136 milliards, 77,000 milliards et 50,085 milliards respectivement, dont 1,636 milliard à six mois pour la Côte d'Ivoire. Aux taux respectifs et identiques de 4,25%. Le Mali

et le Bénin enregistrent 44,000 milliards et 43,500 milliards respectivement. Le Niger et la Guinée-Bissau font respectivement 16,400 milliards et 1,300 milliard ; dont 9,000 milliards à trois mois pour le Niger ; aux taux de 5,99%, 5,50% et 6,50%.

D'après la Banque centrale, le volume moyen hebdomadaire des opérations, toutes maturités confondues, est ressorti en baisse de 11,4% pour ressortir à 427,5 milliards en avril 2019. Le taux moyen pondéré de ces opérations s'est établi à 4,52%, contre 5,08% un mois plus tôt. Sur le marché à une semaine, le volume moyen des opérations a baissé de 4,6% pour ressortir à 319,0 milliards à fin avril 2019. Le taux d'intérêt moyen sur ce guichet s'est établi à 4,38% au cours de la même période, contre 5,05% le mois précédent.

FOOTBALL/FORMATION

Charles Abi : " Je suis fier d'avoir prolongé avec l'ASSE "

Auteur d'une brillante saison cette année, notamment en Coupe Gambardella, l'international français U19 d'origine togolaise, Charles Abi impressionne également sous les couleurs tricolores, lui qui devrait prochainement disputer l'Euro de sa catégorie.

Hervé A.

Formé à l'ASSE, Charles Abi, - fils du célèbre avocat togolais Maître Abi Tchessa -, a paraphé en effet un nouveau contrat et sera lié au club jusqu'en 2022. Une bonne nouvelle, puisqu'il est surveillé de très près par plusieurs clubs, notamment anglais.

"Je suis fier d'avoir prolongé avec l'ASSE et très heureux d'être entouré de mes parents pour vivre cette étape. C'est parfait pour attaquer la saison prochaine car prolonger était l'un des objectifs que je m'étais fixés après la signature de mon premier contrat professionnel, la saison dernière. Entre la Coupe Gambardella et les débuts en Ligue 1 Conforama, c'est une saison réussie. J'espère continuer sur cette lancée, alors rendez-vous la saison prochaine !", s'est réjoui Charles Abi qui compte plus de dix buts à son actif cette saison.

Pour Frédéric Paquet, directeur général de l'ASSE, qui voit en lui l'un des plus beaux symboles de réussite du centre de formation. "Charles Abi incarne la réussite de notre centre de formation. Au contact du groupe professionnel avec

lequel il s'est régulièrement entraîné cette saison, il a progressé et franchi un palier. Il a été un élément moteur de l'équipe U19 qui a remporté la Coupe Gambardella. C'est un jeune joueur à l'écoute, sérieux et appliqué. Il a toutes les qualités techniques et humaines pour s'imposer au plus haut niveau."

Auteur d'excellentes performances en coupe Gambardella, Charles Abi (19 ans) a franchi un véritable cap cette saison. Il a disputé trois matchs avec les pros. C'est avec la réserve qu'il a majoritairement évolué cette saison (14 matchs), il a également disputé neuf rencontres avec les U19 Nationaux.

" Charles Abi a un certain potentiel. Après, son jeu est trop limité. Il ne sait pas faire d'appel et encore moins le contre appel, qui sont nécessaires pour percer en attaque. Il a de la vitesse mais il faut qu'il ajoute plus de malice et surtout qu'il progresse dans sa prise de balle. Il lui faudrait un véritable entraîneur pour le faire progresser devant le but et dos au but", a tout de même fait remarquer un supporter sur le site du club.

**Le Mali menacé de disqualification**

Alors que la Fédération (Femafoot), dirigée par un comité de normalisation depuis janvier 2018, ne parvient pas à sortir de la crise dans laquelle elle est embourbée, l'instance dirigeante du ballon rond a transmis un message on ne peut plus clair par l'intermédiaire de son directeur régional de la division Associations membres pour l'Afrique et les Caraïbes, Véron Mosengo-Omba, en visite ce samedi à Bamako.

« Le message de la FIFA et de la CAF est clair. Si jamais l'Assemblée générale prévue pour le samedi prochain venait à être sabotée par certaines personnes, la FIFA prendra ses responsabilités. Il y aura des sanctions contre le football malien, notamment sa Fédération, avec sa suspension des compétitions FIFA et même de la prochaine CAN prévue en Egypte du 21 juin au 19 juillet », a lancé le dirigeant après avoir rencontré le Premier ministre malien, Boubou Cissé, d'après des propos rapportés par le site Footmali.

« Le premier ministre malien Dr Boubou Cissé a assuré que le gouvernement malien soutiendra la FIFA dans ses efforts pour promouvoir le développement du football malien, si cher au cœur des Maliens », a ajouté Véron Mosengo-Omba sur compte Twitter.

Un banni russe toujours actif

L'agence Reuters révèle qu'un entraîneur russe suspendu de toute activité dans l'athlétisme continuerait à coacher plusieurs athlètes dans un stade de Russie. Vladimir Mokhnev a été suspendu pour une période de 10 ans après avoir été jugé coupable d'avoir dopé des athlètes.

Il figure sur la liste établie par l'AMA des personnes interdites d'activité dans le sport. Un reporter de Reuters l'a pourtant vu entraîner un groupe de sept coureurs dans la ville de Koursk, située non loin de la frontière avec l'Ukraine.

Cette révélation intervient au plus mauvais moment, alors que le Conseil de l'IAAF doit débattre une nouvelle fois, les 8 et 9 juin à Monaco, d'une possible levée de la suspension de la Fédération russe d'athlétisme.

Contacté par Reuters, Vladimir Mokhnev a reconnu être parfois sollicité par des entraîneurs pour donner des conseils à leurs athlètes et les assister pendant les séances. La Fédération russe d'athlétisme a annoncé son intention d'ouvrir une enquête.

Vers un championnat américano-mexicain

La Major League Soccer (MLS) caresse des rêves de grandeur. Son commissaire, l'Américain Don Garber, a évoqué cette semaine à Portland le projet d'un championnat qui opposerait des équipes des Etats-Unis, du Canada et du Mexique.

Présent à Portland à l'occasion de l'inauguration du nouveau stade de football, Don Garber a expliqué : « On pourrait imaginer une version nord-américaine de la Premier League, un vrai championnat continental. Si on regarde le futur, je parle dans 10, 20, 30 ou 40 ans, le soccer professionnel aura un tout autre visage que celui qu'il a maintenant ».

Lancé en 1996 avec 10 équipes, la MLS en compte aujourd'hui 24. Elle a récemment resserré ses liens avec la Liga MX mexicaine, en présentant la semaine passée une nouvelle épreuve, la Leagues Cup, qui opposera 8 équipes entre juillet et septembre prochain.

« Il y a de cela quelques années, la communauté internationale de football reconnaissait à peine notre existence, sans parler du manque de considération pour notre modèle, a reconnu Don Garber. Cela venait de la FIFA et même de la Fédération américaine. Avec le temps, cela a bien changé. Nous sommes dans une bonne dynamique et cela va continuer. »

ATHLETISME

La suspension de la Russie prolongée jusqu'en septembre

La suspension de la Russie a été prolongée par la Fédération internationale (IAAF), au moins jusqu'au prochain Conseil de l'instance en septembre. La Task Force a exprimé sa " frustration " sur le cas russe.

Rune Andersen, le président de la Task Force, chargée par l'IAAF de juger des progrès de la Russie dans la lutte antidopage, a exprimé dimanche sa " frustration ", après n'avoir eu d'autre choix que de recommander le maintien

de la suspension du pays. La suspension de la Russie a été prolongée au moins jusqu'au prochain Conseil de l'IAAF, qui aura lieu à Doha quelques jours avant les Mondiaux (du 27 septembre au 6 octobre). Deux conditions ont été remplies par la Russie pour être réintégrée dans les compétitions internationales, dont elle est bannie depuis novembre 2015, en raison d'un vaste scandale de dopage et de corruption, mais de nouvelles révélations vont à l'encon-

tre d'une réintégration.

Rune Andersen s'est félicité des " progrès " effectués par la partie russe avec le remboursement des frais générés par le traitement du scandale (2,8 millions d'euros) et l'accès aux données du laboratoire antidopage de Moscou, dont une grande partie seront transmises à l'AIU (l'Unité d'intégrité de l'athlétisme) le 18 juin prochain. Mais Andersen a surtout pointé du doigt les récentes révélations concernant deux entraîneurs (Vladimir Mokhnev

et Valery Volkov) et un médecin (le Docteur Sergei Portugalov) toujours en exercice, après avoir pourtant été suspendus pour dopage, ainsi que l'affaire Lysenko.

" Cela pose la question de la capacité de la Fédération russe à renforcer sa lutte contre le dopage et celle des athlètes à évoluer et à endosser une nouvelle culture de l'antidopage, a affirmé Rune Andersen. Ces deux points font partie des conditions pour une réintégration de la Russie. "

IAAF

L'IAAF change de nom et opte pour World Athletics

La Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a décidé dimanche de changer d'appellation à partir d'octobre et d'opter pour le terme "World Athletics".

" Il s'agit de s'appuyer sur le programme de restructuration et de réforme de la gouvernance engagé ces quatre dernières années pour présenter un visage moderne, plus créatif et plus positif pour le sport", a déclaré Sebastian Coe, le président de l'IAAF, une instance dont le nom est associé depuis quelques années aux scandales de corruption et de do-

page.

Le Parquet national financier français (PNF) vient ainsi de réclamer le renvoi devant le tribunal de l'ancien président Lamine Diack (1999-2015) pour " corruption active et passive " et " blanchiment en bande organisée " pour avoir été l'un des acteurs clés d'un système de corruption pour couvrir des cas de dopage en Russie. L'ancien patriarche de l'athlétisme mondial est aussi visé pour des faits présumés d' " abus de confiance ", pour avoir permis, " du fait de ses fonctions ", à son fils Papa Massata Diack " de s'ap-



WORLD ATHLETICS.

proprier des recettes de l'IAAF provenant de sponsors".

La nouvelle appellation de la Fédération internationale a pour

but de rendre " le sport plus accessible à un public plus large tout en donnant à l'instance dirigeante mondiale la possibilité de communiquer plus clairement sa mission en tant que leader du sport le plus pratiqué au monde. Nous espérons que notre nouvelle marque contribuera à attirer une nouvelle génération de jeunes vers l'athlétisme", a ajouté Seb Coe.

Fondé en 1912, l'IAAF était initialement l'abréviation de l'International Amateur Athletics Federation" avant que le mot " amateur " soit remplacé en 2001 par " association of ".

Dans l'objectif des 115 milliards visés au deuxième trimestre 2019

Le Trésor public annonce une levée de 20 milliards ce vendredi 14 juin

Jean AFOLABI

Après 82,5 milliards levés en quatre opérations d'émission – les 08 et 19 avril, les 17 et 31 mai –, le Trésor public du Togo n'est plus tout à fait loin de ses objectifs de 115 milliards à rechercher au cours du deuxième (avril à juin) destinés au financement des actions du gouvernement. Il vient d'annoncer une émission de Bons assimilables du Trésor (BAT) d'un montant de 20 milliards de francs Cfa d'une maturité de 12 mois. La date de valeur est portée sur le lundi 17 juin 2019 ; l'échéance au 14 juin 2020 à taux d'intérêt multiple ; et la valeur nominale unitaire à 1.000.000 FCFA.

Les titres émis sont remboursables le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Les intérêts sont payables d'avance et précomptés sur la valeur nominale des bons.

Il faut rappeler que le Togo vise 115 milliards ce deuxième trimestre sur le marché financier régional, en 75 milliards de francs pour les Obligations et en 40 milliards pour les Bons. Le premier trimestre de cette année s'est soldé par une mobilisation de 85,188 milliards, sur 95 milliards de prévus. Les résultats de ce deuxième trimestre ont été jusqu'ici de larges

succès, sur fond de satisfécit du Fonds monétaire international (Fmi) sur les performances économiques du pays.

D'après le Fonds monétaire, le 02 avril dernier au sujet du Togo: «Les réformes budgétaires structurelles et les autres programmes de réforme progressent. Les autorités ont poursuivi les efforts d'apurement des arriérés pour un montant de FCFA 65 milliard en 2018 ; en outre, elles mettent en

œuvre des plans de trésorerie et d'engagement pour éviter l'accumulation de nouveaux arriérés. Elles améliorent la qualité de l'investissement public en exigeant de tous les ministères concernés qu'ils appliquent une priorisation sur la base d'une analyse coûts-bénéfices».

La stratégie d'endettement adoptée par l'Etat togolais pour la période 2015-2019 a pour objectif d'atténuer les risques de

refinancement et de stabiliser, voire de réduire les coûts de l'emprunt tout en mobilisant les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs de développement du pays. La stratégie d'endettement est également en ligne avec l'objectif d'assurer la viabilité de la dette à long terme, affirme l'agence UMOA-Titres. Qui précise dans une note d'information que : «Cette stratégie se décline à travers : la stabilisation de la structure du

portefeuille actuel de la dette intérieure, voire l'éventuel allongement des maturités qui devrait permettre d'atténuer le poids du service de la dette sur la trésorerie ; le maintien de la prédominance des ressources extérieures concessionnelles et le recours, au besoin, à des ressources semi-concessionnelles pour des projets spécifiques».

D'après la stratégie retenue, l'Etat entend recourir aux emprunts

extérieurs concessionnels et semi-concessionnels à concurrence de 60%, et aux emprunts intérieurs à hauteur de 40% pour une maturité allant de 5 à 10 ans. Les principaux créanciers cibles sont : la Banque ouest africaine de développement, la Banque africaine de développement, l'IDA, le Fonds international de développement agricole, la Banque islamique de développement, l'Eximbank Chine et l'Eximbank Inde, etc.

Au bénéfice de la Stratégie d'inclusion financière dans l'UEMOA

La BCEAO et l'AFD s'entendent sur 2,335 milliards Cfa

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) et l'Agence française de développement (AFD) ont procédé, le lundi 3 juin 2019 à Dakar, à la signature d'une convention de financement entrant dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie régionale d'inclusion financière dans l'UEMOA – Union économique et monétaire ouest africaine. La convention formalise le cadre de partenariat défini entre les deux parties. Elle fixe les principes directeurs ainsi que les modalités de la collaboration entre la Banque centrale et l'AFD pour la réalisation des activités prévues dans l'axe 1 de

la Stratégie régionale à savoir, «Promouvoir un cadre légal, réglementaire et une supervision efficace», et son axe 2 intitulé «Assainir et renforcer le secteur de la microfinance».

Dans ce cadre, un projet a été défini, d'un commun accord, par les deux parties. L'enveloppe de ce projet, dont la durée sera de deux (2) ans à compter de la date de signature de la convention, est évaluée à 2,335 milliards de francs Cfa. L'AFD contribuera à hauteur de 84,3%, soit 1,967 milliard de francs et le reliquat à la charge de la BCEAO.

Les activités prévues dans le



cadre de ce partenariat porteront sur : (i) l'identification et la levée des obstacles réglementaires à l'inno-

vation financière ; (ii) le renforcement des capacités des Structures Ministérielles de Suivi

(SMS) des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) ; (iii) le recensement des Systèmes Financiers Décentralisés en difficulté, le diagnostic ainsi que l'appui à leur restructuration et à leur redressement ; (iv) la définition d'un cadre de prévention et de résolution de crises applicable au secteur de la Banque centrale : le partenariat consacre la volonté des deux parties de faire de l'inclusion financière un levier de développement économique et un puissant vecteur d'amélioration du bien-être des populations de l'UEMOA.

GAGNE JUSQU'À 10 000 000 FCFA AU TIRAGE!

LA TRANCHE COMMUNE ENTENTE 2019

ÇA SE PASSE AU TOGO!

*Achète à 200 FCFA tes tickets de la TCE 2019, gratte et gagne des tickets gratuits ou des lots en espèces allant de 200 FCFA à 500.000 FCFA !

*Garde tes tickets non gagnants pour le tirage des lots intermédiaires pour remporter jusqu'à 100.000 FCFA !

*Découvre trois fois « », et gagne un séjour dans un hôtel de luxe de la place et ta participation au grand tirage régional!

2470, Avenue de la chance Tél:(00228) 22 53 57 00 / 22 35 57 02 Fax :(00228) 22 51 35 08
 BP :895 Lomé – TOGO E-mail : lonato@lonato.tg / site web. www.wwww.lonato.tg

L'informel

Etonam Sossou

A la recherche un emploi, des milliers de togolais se lancent dans cette branche de l'économie pour avoir leur pain quotidien. Débloquer des téléphones venus de l'étranger, installer internet dans un Smartphone, télécharger les nouvelles applications pour tablettes, déverrouiller des téléphones, font partie de la liste des services que propose Jérémie, 26 ans. Placé à l'entrée de la boutique X-TIGI située à Dékon, il suit les passants en leur proposant des prestations. Sa mobilité et la discrétion dont il fait preuve sont un plus que l'« apacheur » offre à sa clientèle. Pour exercer ce qui est désormais son métier, le fils de Mama Elisabeth, vendeuse de légumes au marché d'Adawlato et de Papa Gaston, ancien professeur de français, a bénéficié d'une formation accélérée qui aura duré 3 mois. Que vous ayez besoin d'un nouveau téléphone, de réparer un qui vous tient à cœur, ou d'une carte mémoire et autres accessoires dernier cri, il sait vers qui vous mener. Avec le temps, il s'est créé des relations qui lui permettent de gagner un peu d'argent ici et là, de sorte à ne ja-

mais rentrer les poches vides une fois le soleil couché. Cela fait bientôt deux ans que Jérémie travaille à son propre compte. Fatigué de ne jamais recevoir de réponse aux demandes d'emploi qu'il a déposées dans multiples sociétés de la place. C'est encouragé par son grand-frère qui, lui, possède désormais une boutique d'accessoires au Grand marché qu'il entreprend de vivre de la technologie. « Dès le départ, mes parents m'ont demandé de repartir à l'école, au lieu de prendre des risques ici », raconte l'ancien étudiant de l'université de Lomé. Titulaire d'une License en droit privé des affaires, il passe les deux années qui suivent le couronnement de ses 3 années d'études supérieures à préparer des concours d'entrée à la fonction publique, à la police, l'école normale, etc... « L'essentiel, pour mes parents, était que j'obtienne une place à la fonction publique; d'après eux, cela m'aurait mis à l'abri de tout besoin », explique Jérémie. Qu'à cela ne tienne, las de chercher à avoir une place dans le public, le jeune homme s'en est fabriqué une dans l'informel.

Il ne paye aucun impôt, peut ga-

ger jusqu'à 30.000F cfa la semaine, rencontre des centaines de personnes chaque jour et est quasiment indépendant. « Je peux décider d'aller travailler deux fois par semaine, personne ne va me crier dessus, je suis mon propre chef et je dispose de mon temps comme bon me semble », se réjouit-il. Ces avantages n'entachent en rien la discipline que s'est imposée Jérémie : levé à 6h du matin, il arrive à son lieu de travail avant 8h, et n'en repart que lorsque les rues se vident. Il travaille tous les jours de la semaine, ne s'accordant du repos que les jours fériés et le dimanche dans l'après-midi. La rigueur dont il fait preuve lui permet depuis peu de payer un loyer mensuellement, et de s'occuper de la jeune fille qui partage sa vie depuis ses années de lycée.

Une aubaine pour les illettrés

Mercredi après-midi au marché d'Adawlato, Mireille, coiffeuse ambulante, est armée d'un tabouret, un miroir de poche et un sac qu'elle porte en bandoulière. A l'approche d'une femme, elle crie à tue-tête : « ma chérie, viens te coiffer, tu veux quoi ? Les rastas, les passes-mèches, la greffe ? » Soit elle s'assoit, soit elle disparaît au loin, lais-

La ronde des petits métiers



sant la jeune femme triste. Issue d'une famille pauvre, Mireille, 31 ans, a arrêté ses études en CE1. Un épisode de sa vie qui continue de la complexer face aux autres. Le français qu'elle parle, elle l'a appris au contact des gens, et non à l'école comme tous les autres. Elle se retrouve au marché après avoir été expulsée d'un salon de coiffure, où elle a reçu sa formation. « La coiffure pour moi c'est un don de Dieu, et, je n'ai pas eu besoin de lire des gros livres pour apprendre. Ma patronne de l'époque en

était jalouse et elle m'a chassée », se rappelle Mireille. Après cette mésaventure, rester à la maison à ne rien faire n'était pas une option. Alors elle a recherché les instituts de beauté haut de gamme, et les salons de coiffure de sous-quartier pour nourrir sa fille et son fils de 2 et 1 an. Elle finit par s'installer au marché en 2014, sous la protection de sa sœur qui y a déjà son siège. « Tout est pris dans le marché, et à l'extérieur la concurrence est rude. Des fois, je bagarre pour épiler les sourcils d'une femme et avoir

100F cfa », se désole Mireille. Ce qui ne rend pas la chose facile pour sa famille et elle. Les courses avec les agents de l'EPAM et la cruauté de ses collègues dans le marché font qu'elle pense des fois à s'installer à Danyi, son village natal. Là-bas, elle vivrait des champs de légumes que sa grand-mère a laissés.

L'utilisation des moyens formels est peu utilisée par les chômeurs lorsqu'ils recherchent leur premier emploi. Les jeunes diplômés n'ayant aucun parrain ou soutien ne se prennent d'ailleurs plus à se rêver avocats, instituteurs, médecins, etc... Cependant, les chômeurs les plus instruits connaissent relativement bien les structures de promotion de l'emploi, mais pensent qu'elles ne peuvent répondre à leurs besoins. Les canaux informels sont moins utilisés par les personnes de formation qualifiante.

VIH/Sida

Stimuler les ambitions mondiales après une décennie de progrès

Le Secrétaire général des Nations Unies a présenté un nouveau rapport, Stimuler les ambitions mondiales de mettre fin à l'épidémie de sida après une décennie de progrès, aux États membres des Nations Unies à l'occasion de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les États membres se sont réunis aux Nations Unies à New York, aux États-Unis, afin de passer en revue les progrès et de faire part de leurs propres avancées et difficultés.

« Un monde sans sida semblait presque inimaginable lorsque l'Assemblée générale a tenu sa première session extraordinaire sur l'épidémie il y a 18 ans », rappelle dans ce rapport António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies. « Depuis lors, la détermination de la communauté internationale à vaincre l'une des plus grandes crises sanitaires de l'histoire a permis de réaliser des progrès remarquables... Et... a poussé la communauté internationale à s'engager, dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, à mettre fin à l'épidémie de sida d'ici à cette date. »

Le rapport du Secrétaire général montre que les résultats autrefois considérés comme hors de portée dans les pays à faible revenu ont été obtenus, après une décennie de progrès dans la lutte contre le VIH. Entre 2008 et 2017, le nombre de décès liés au sida a diminué de 43 %, celui des

nouvelles infections au VIH chez les enfants a chuté de 45 % et celui des nouvelles infections au VIH chez les adultes a diminué de 19 % à travers le monde. Le nombre de personnes vivant avec le VIH sous traitement a également augmenté. Il a été multiplié par 5,5, ce qui représente 21,7 millions de personnes sur les 36,9 millions vivant avec le VIH en 2017. « Les progrès considérables dans la lutte contre le VIH réalisés ces dernières décennies sous la direction de l'ONUSIDA constituent l'un des meilleurs exemples de multilatéralisme en action », a affirmé María Fernanda Espinosa, Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies. « Ces avancées témoignent clairement des objectifs que nous sommes capables d'atteindre lorsque nous collaborons pour soutenir une cause commune. »

Le rapport indique que les progrès les plus notables ont été réalisés en Afrique de l'Est et en Afrique australe, où le taux de mortalité associée au sida a connu une baisse de 53 % et où le nombre de nouvelles infections au VIH chez les adultes et les enfants a diminué de 36 %. Cette épidémie qui tuait autrefois plus d'un million de personnes chaque année dans ces régions, y fait aujourd'hui moins de 400 000 victimes par an.

En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, le manque de finance-

ment national, la faiblesse des systèmes de santé, les frais formels et informels pour accéder aux soins de santé, les situations humanitaires et la forte stigmatisation et discrimination ont sapé les efforts visant à développer le dépistage et le traitement du VIH. Il reste de nombreux défis à relever, notamment celui de la stigmatisation et de la discrimination auxquelles sont confrontées les personnes vivant avec le VIH, et celui des normes de genre préjudiciables. Dans de nombreux pays, des lois et politiques empêchent les jeunes, les femmes, les groupes à haut risque (les homosexuels et les autres hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, les travailleurs du sexe, les transgenres, les consommateurs de drogues injectables, les détenus et autres personnes incarcérées), les peuples autochtones, les migrants et les réfugiés d'accéder aux services de santé et de lutte contre le VIH.

À l'échelle mondiale, le financement des initiatives de lutte contre le VIH stagne depuis ces cinq dernières années dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les investissements nationaux et les fonds versés par les donateurs s'élevaient en 2017 à 20,6 milliards de dollars, soit environ 80 % de l'objectif fixé pour 2020.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°543 DE LOTO KADOO DU 17 Mai 2019

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 544^e tirage de LOTO KADOO. Lors du précédent tirage de LOTTO KADOO, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs dans la plupart des villes du pays. Toutesfois, à LOME nous avons recensé quelques gagnants de gros lots. Ainsi, les opérateurs 30236 et 60530 basés dans la capitale ont enregistré un lot de 1.000.000F CFA et un lot de 1.250.000F CFA. La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

La Tranche Commune Entente 2019, ça se passe au Togo !

Grattez vos tickets de la TCE 2019 et si vous découvrez trois fois le symbole « avion », vous remportez immédiatement un séjour d'une semaine, dans un hôtel de luxe de la place et votre participation au grand tirage régional du 26 juillet 2019, où vous pouvez gagner jusqu'à 10.000.000F CFA!

Grattez, si vous trouvez trois fois un montant, vous empochez une fois ce montant! Vous pouvez gagner de 200F CFA à 500.000F CFA

Conservez vos tickets non gagnants au grattage, car ils participent au tirage des lots intermédiaires permettant de gagner jusqu'à 100.000F CFA

La Tranche Commune Entente 2019, c'est chez nous !

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇONS DE DEVENIR RICHE !
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°546 de LOTO KADOO du 07 Juin 2019

Numéro de base

50 17 55 90 51

LOTO Sam

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°099 DE LOTO Sam du 18 Mai 2019

Le tirage N°100 du LOTO Sam a eu lieu samedi 25 Mai 2019 et a fait naturellement des heureux gagnants. Lors du précédent tirage de LOTO Sam, ce sont des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots de moins de 1.000.000F CFA, qui ont enregistré dans toutes les villes du pays.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°102 de LOTO SAM du 08 juin 2019

Numéro de base

06 42 59 47 64

Le Très Haut Débit
continue son parcours !



est désormais présente à

TANDJOUARE

Le N°1 de l'internet mobile au Togo

TOGO CELLULAIRE FILIALE DU GROUPE TOGOCOM



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

